

# Les effets de la crise sur le taux de chômage

note [hussonet](#) n°5, 9 février 2009

Quels sont, en Europe, les pays qui devraient être les plus touchés par la crise et quelles devraient être les répercussions sur le taux de chômage ? Pour l'ensemble de l'Union européenne, la croissance du Pib devrait tomber de 1,0 % en 2008 à -1,8 % en 2009, soit une différence de 2,8 points de croissance. Dans le même temps, le taux de chômage augmenterait de 1,7 point (de 7 % en 2008 à 8,7 % en 2009). Ces prévisions issues du [rapport intérimaire de la Commission européenne](#) sont déclinées par pays (voir tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1. Prévisions de croissance et de chômage de la Commission européenne

	Taux de croissance				Taux de chômage			Réactivité du chômage	Difficulté à licencier*
	2007	2008	2009	variation 2009-2007	2008	2009	variation 2009-2008		
Autriche	3.1	1.7	-1.2	-4.3	4.1	5.1	1.0	0.23	0.52
Belgique	2.8	1.3	-1.9	-4.7	6.9	8.0	1.1	0.23	0.24
Danemark	1.6	-0.6	-1.0	-2.6	3.5	4.5	1.0	0.38	0.21
Finlande	4.5	1.5	-1.2	-5.7	6.4	7.8	1.4	0.25	0.38
France	2.2	0.7	-1.8	-4.0	7.8	9.8	2.0	0.50	0.42
Allemagne	2.5	1.3	-2.3	-4.8	7.1	7.7	0.6	0.13	0.45
Grèce	4.0	2.9	0.2	-3.8	8.3	9.0	0.7	0.18	0.42
Irlande	6.0	-2.0	-5.0	-11.0	6.5	9.7	3.2	0.29	0.28
Italie	1.5	-0.6	-2.0	-3.5	6.7	8.2	1.5	0.43	0.45
Pays-Bas	3.5	1.9	-2.0	-5.5	2.9	4.1	1.2	0.22	0.45
Portugal	1.9	0.2	-1.6	-3.5	7.8	8.8	1.0	0.29	0.59
Espagne	3.7	1.2	-2.0	-5.7	11.3	16.1	4.8	0.84	0.45
Suède	2.5	0.5	-1.4	-3.9	6.2	7.9	1.7	0.44	0.56
Royaume-Uni	3.0	0.7	-2.8	-5.8	5.7	8.2	2.5	0.43	0.17
Union européenne	2.9	1.0	-1.8	-4.7	7.0	8.7	1.7	0.36	0.52

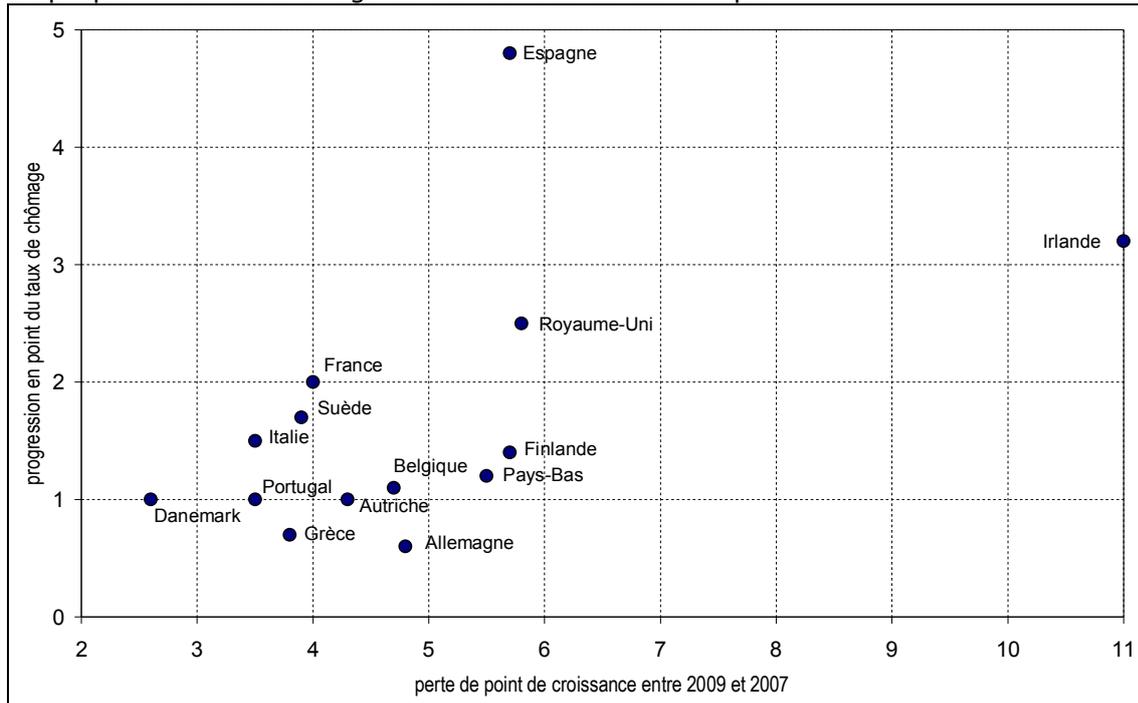
\* indicateur EPL3 de l'OCDE

On constate en premier lieu que **les pays devraient être inégalement touchés par la crise**. L'Irlande est le pays le plus touché puisque la croissance de son Pib recule de 11 points entre 2007 et 2009, passant de + 6 % à -5 %. Et c'est le Danemark qui est le plus épargné avec un recul de 2,6 points (de 1,6 % en 2007 à -1 % en 2009). On raisonne ici sur une comparaison entre 2007 et la prévision pour 2009, afin de prendre en compte le fait que les pays ont plus ou moins rapidement subi le contrecoup de la crise. Le recul du Danemark est déjà prononcé en 2008, alors que c'est par exemple moins nettement le cas de la Grèce, des Pays-Bas ou de l'Allemagne.

La répercussion du ralentissement économique sur le taux de chômage fait apparaître une liaison relativement lâche (graphique 1). Globalement, on prévoit **une augmentation du taux de chômage plus importante dans les pays qui ont enregistré le recul le plus marqué de l'activité**. La France enregistre ainsi une baisse de 4 points de la croissance entre 2009 et 2007, et l'augmentation prévue du taux de chômage est de 2 points entre 2008 et 2009. Mais le taux de chômage en Grèce ne devrait augmenter que de 0,7 points, pour un impact de même ampleur sur la croissance (-3,8 points de Pib).

Ce constat conduit à construire un indicateur de **réactivité du chômage** qui rapporte l'augmentation prévue du taux de chômage au recul du Pib. Au niveau de l'Union européenne, est prévue une augmentation de 1,7 point du taux de chômage entre 2008 et 2009, pour un recul de la croissance de 4,7 points de Pib entre 2007 et 2009. L'indicateur de réactivité du chômage au niveau européen est donc de  $1,7/4,7 = 0,36$ .

Graphique 1. Taux de chômage et recul de l'activité économique



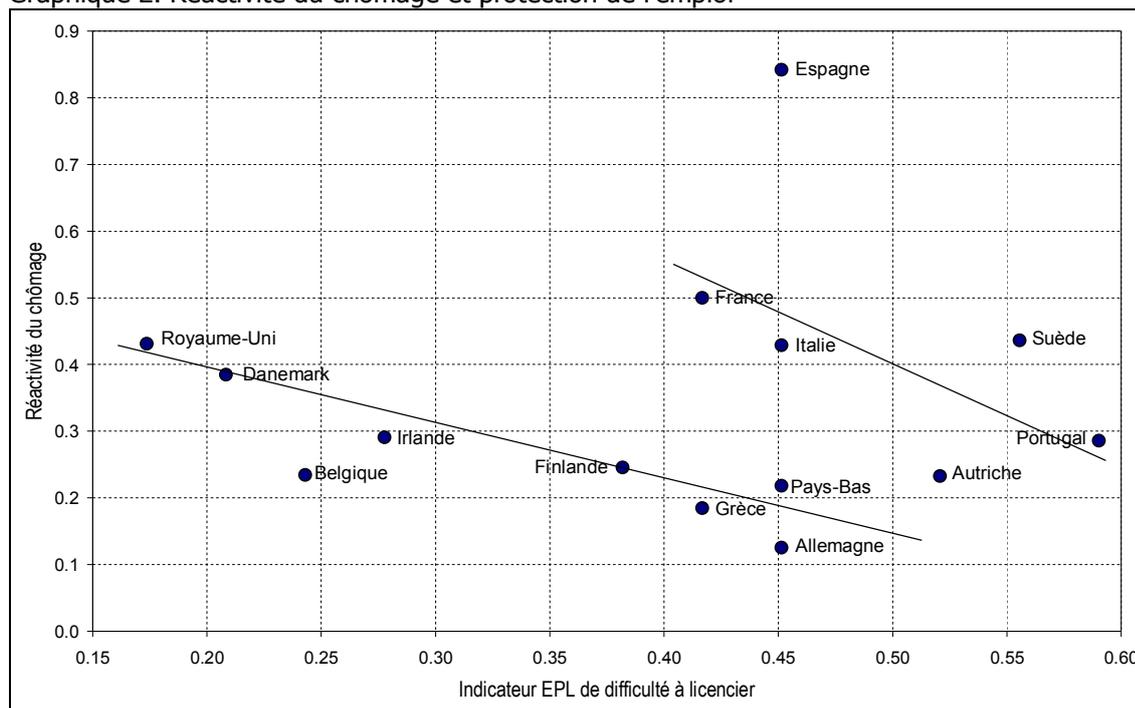
On peut alors se demander s'il est possible de mettre en rapport cet indicateur de réactivité du chômage avec des indicateurs mesurant le degré de flexibilité du marché du travail, comme l'indicateur EPL3 établi par l'OCDE pour mesurer les difficultés de licenciement. Le graphique 2 montre qu'une telle liaison n'apparaît pas clairement. On devrait trouver une liaison négative signifiant que les pays où les obstacles aux licenciements sont plus importants enregistreront une moindre augmentation du taux de chômage pour la perte d'un point de croissance.

C'est ce que l'on constate pour un premier groupe de pays à peu près alignés sur la courbe du graphique qui va du Royaume-Uni à l'Allemagne. Dans les pays « flexibles » comme le Royaume-Uni ou le Danemark, un recul d'un point de PIB donne lieu à une augmentation de 0,4 point du taux de chômage alors que cette répercussion est au moins divisée par deux pour des pays plus « rigides » tels que l'Allemagne et les Pays-Bas.

Mais un second groupe de pays plus « rigides » (France, Italie, Autriche, Portugal Suède) dessinent une seconde droite d'ajustement à un niveau plus élevé de réactivité du chômage. , parmi les pays plus « rigides ». Ainsi la France, pourtant un peu moins « rigide » que l'Allemagne ou les Pays-Bas a une réactivité du chômage bien plus forte. Les pays les plus « rigides » comme le Portugal ou l'Autriche apparaissent aussi protecteurs de l'emploi que des pays plus « flexibles » comme l'Irlande ou la Belgique.

La portée de cet exercice est évidemment limitée. On travaille sur des prévisions et on utilise un indicateur qui a un peu vieilli puisqu'il porte sur l'année 2003. Mais le fait de ne pas identifier plus nettement la liaison entre flexibilité du marché du travail et réactivité du chômage est malgré tout un résultat qui suggère les considérations suivantes.

Graphique 2. Réactivité du chômage et protection de l'emploi



- La conjoncture se modifie très vite et les prévisions sont particulièrement fragiles lors d'un choc comme celui que subit l'Union européenne. Bien que les prévisions soient récentes (janvier 2009), elles sous-estiment probablement la montée du chômage, notamment au Royaume-Uni et en Allemagne, si l'on considère les informations disponibles.

- L'indicateur de l'OCDE a fait l'objet de nombreuses critiques car il a du mal à distinguer les dispositions législatives et réglementaires des pratiques réelles des entreprises. Or, la crise peut conduire à modifier ces pratiques et les réformes récentes du marché du travail ne sont pas prises en compte, ce qui est particulièrement sensible dans le cas de la France et de l'Allemagne.

- L'effet propre de l'organisation du marché du travail n'est pas le seul facteur permettant d'expliquer la réactivité du chômage. Dans la conjoncture actuelle, la composante sectorielle joue un grand rôle. Cette remarque vaut particulièrement pour l'Espagne où la progression spectaculaire du chômage (qui passe de 8,3 % en 2007 à 16,1 % en 2009) ne renvoie pas seulement aux caractéristiques générales du marché du travail mais au fait que la crise a frappé de plein fouet le secteur de la construction qui est largement plus flexible que la moyenne.

On peut enfin terminer par une proposition d'ordre général. Comme le note Patrick Artus : « dans la crise présente, l'ajustement de l'emploi est devenu aussi rapide dans la zone euro qu'aux Etats-Unis, ce qui n'était pas le cas dans les récessions du passé » (Natixis, *Flash n°50*, 29 janvier 2009) mais les Etats-Unis tendent eux aussi à ajuster leur emploi de manière plus rapide que par le passé (Natixis, *Special Report*, février 2009). Il faut y voir l'effet des réformes qui devaient, selon Stefano Scarpetta, expert à l'OCDE (*Le Monde* du 4 novembre 2008) « permettre un meilleur fonctionnement des marchés du travail », mais « qu'est-ce que cela va donner en période de récession ? Les demandeurs d'emploi auront beau être motivés, si les offres se tarissent, que se passera-t-il ? ».

Cette question se pose particulièrement dans le cas de la France où toutes les réformes récentes risquent d'apparaître comme autant d'accélérateurs de chômage et de durcissement des conditions de vie pour les chômeurs.